



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 356 du 3 novembre 2024

Au sommaire :

- « *Je suis ici sans colère ni haine, mais avec la détermination à ce qu'on change la société.* » Gisèle Pélicot - Christine Héraud
- **La comédie de la discussion parlementaire du budget, la politique du 49.3 et la faillite globale du capitalisme**
Daniel Minvielle
- **Venezuela : l'extrême droite en guerre contre Maduro, prix Sakharov de la Paix ! Les travailleurs ont besoin de leur propre politique internationaliste** - Mónica Casanova

« Je suis ici sans colère ni haine, mais avec la détermination à ce qu'on change la société. » Gisèle Pélicot

Mercredi 23 octobre, Gisèle Pélicot revenait à la barre du tribunal d'Avignon où son ex-époux est jugé pour l'avoir, pendant plus de dix ans, violée par soumission chimique et fait violer par des dizaines d'hommes, dont cinquante d'entre eux comparaissent avec lui sur le banc des accusés. Comme chaque jour d'audience, elle est entrée au tribunal tête haute pour toutes les femmes, pour que la honte change de camp parce que « *la honte, ce n'est pas à nous de l'avoir, c'est à eux.* », accompagnée par des vagues d'applaudissements, de « *merci Gisèle !* » clamés par des femmes qui saluent son courage qui les rend plus fortes. Elle se déclare elle-même « *une femme totalement détruite qui tient parce que j'ai tous ces hommes et ces femmes derrière moi.* », portée par la fière volonté de faire en sorte que « *toutes les femmes victimes de viol puissent se dire : Mme Pelicot l'a fait, on pourra le faire.* » Aux abords du tribunal où fleurissent les affiches « *Gisèle, les femmes te remercient* », quelques-unes sur lesquelles ont été rajoutés « *Tout notre respect* » et « *L'Espagne, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, le Brésil, l'Angleterre... sont avec vous* », témoignent des échos de ce procès qui a fait le tour des médias du monde entier. Non pas seulement pour l'horreur des crimes commis, mais surtout grâce au courage de Gisèle Pélicot qui, avec ce procès qu'elle a voulu public fait éclater au grand jour et dans les consciences la réalité des violences faites aux femmes, la culture du viol comme produit de cette société qui repose sur l'exploitation, les rapports de propriété et de pouvoir, la domination masculine, le patriarcat.

Un viol est un viol

C'est cette culture du viol, fruit pourri du patriarcat, qui permet aux violeurs de Mazan de chercher à nier l'évi-

dence des faits, de minimiser leurs crimes voire de les justifier, réduisant la femme à une chose, « *c'était sa femme... il faisait d'elle ce qu'il voulait* », et de tenter de retourner la responsabilité sur la victime, ce qu'ont essayé de faire des avocats de la défense, affirmant qu'il y a « *viol et viol* », insinuant le libertinage voire la complicité de Gisèle Pélicot dans la sordide entreprise. Certains agresseurs ont prétendu qu'ils auraient été trompés, pensant Gisèle consentante, au mépris de l'évidence révélée par les vidéos du mari. L'avocat de la défense Guillaume de Palma a expliqué que « *sans intention de le commettre il n'y a pas viol* », suggérant que les violeurs ne se rendaient pas compte de ce qu'ils faisaient.

Pour tous ces hommes, on peut violer en toute bonne foi. Mensonge, irresponsabilité et cynisme de lâches, qui peuvent s'appuyer sur la tolérance sociale et l'impunité dont bénéficient la plupart des agresseurs, et voudraient que la justice efface l'acte criminel, juge sur l'intention.

Considérer que si la victime ne dit rien, ne bouge pas, on peut la juger consentante s'inscrit dans la culture du viol, le profond mépris de Gisèle et des femmes, que les préjugés rétrogrades véhiculés par le patriarcat prennent pour des objets sexuels, soumises au désir des hommes. Selon une enquête IPSOS, 17 % de la population considère que beaucoup de femmes qui disent non à une proposition de relation sexuelle veulent en fait dire oui et 18 % que, lors d'une relation sexuelle, les femmes peuvent prendre du plaisir à être forcées.

Le procès de la culture du viol et du patriarcat

Contre la « culture du viol » et la « culture de l'impunité » que pose le procès Pélicot, le choc et l'émoi qu'il suscite, le ministre de la justice, Didier Migaud, a été contraint

de proposer l'ajout du consentement à la définition du viol dans le droit pénal... dans le silence quasi-total d'une large fraction de la classe politique, en particulier de droite et l'extrême-droite n'ayant d'intérêt que pour les viols qu'elle peut instrumentaliser comme celui de Philippine, au profit de ses préjugés racistes et xénophobes.

Mais « *le consentement n'est pas la bonne question, affirme à juste titre Anne-Cécile Mailfert, fondatrice de la Fondation des Femmes, il met une fois de plus l'accent sur la victime, et non sur le violeur* ». Avec nombre d'associations féministes, elle revendique des moyens pour la protection des femmes, la prévention, la formation sur les violences sexistes et sexuelles, l'éducation qui, pour indispensables qu'ils soient ne suffiront pas à faire reculer les agressions contre les femmes, si ces dernières ne prennent pas elles-mêmes en main la lutte pour en finir avec les causes de ces violences, l'exploitation, la propriété, le patriarcat.

Parce que si une barbarie telle que les viols de Mazan est possible, elle n'est pas seulement due aux prétendues pulsions incontrôlables qui seraient dans la nature des hommes, à des détraqués criminels qu'il faudrait punir. Cette barbarie est le produit de la société capitaliste, des rapports d'exploitation et de domination qui engendrent les pires préjugés sexistes, le mépris des femmes, la culture du viol qui assure aux agresseurs et prédateurs sexuels la tolérance et l'impunité.

Combien de femmes se sont tues, de peur de ne pas être crues, agressées par l'abbé Pierre, Depardieu et beaucoup d'autres, protégés par leur statut social, leur position de pouvoir, leur notoriété. En procès pour des plaintes pour viols et agressions sexuelles, Depardieu « *rend fière la France* » selon Macron qui a dénoncé une « *chasse à l'homme* ». Ses crimes, comme pour beaucoup des gens de son monde sont minimisés, mis en doute. « *Qu'il dise des saloperies, qu'il soit grivois, rabelaisien, oui, mais pendant des années, tout le monde a trouvé ça génial. Ça n'en fait pas un violeur.* », déclarait une de ses amies réalisatrice, au mépris des femmes violées, agressées, souvent petites mains du spectacle ou jeunes actrices soumises au chantage à la poursuite de leur carrière.

Le mouvement mondial des femmes porte un autre avenir pour toutes et tous

Parmi les médias étrangers qui ont fait écho à l'affaire Pélicot, le *Guardian* titrait « *Comment le courage d'une femme a poussé la France à un tournant* » ou le *Courrier international* « *L'icône qui pourrait faire tomber la culture du viol* ». Après MeToo qui a libéré la parole des femmes, le procès Pélicot frappe les esprits et fait progresser à plus grande échelle la conscience que les crimes contre les femmes ne sont pas des faits divers, des actes isolés commis par des hommes détraqués mais par des Messieurs tout le monde, « *bons maris* », « *bons pères de famille* », et qu'ils sont inscrits, comme toutes les violences sexistes et sexuelles, dans le fonctionnement même du système d'exploitation et de domination capitalistes dont les plus exploité-es, avant tout les femmes, sont les premières victimes.

Il faudra bien plus qu'un procès et des lois pour mettre à bas la culture du viol inhérente aux rapports de domination, au masculinisme, au virilisme qui sont inscrits au plus profond de la morale et des préjugés de la société capitaliste. Il faudra changer la société.

Il ne peut y avoir d'émancipation des femmes du patriarcat, de la domination masculine, des violences et des agressions qu'elles subissent partout dans le monde, des préjugés sexistes rétrogrades portés par les classes dominantes et les religions à leur service, sans lutter contre la propriété et l'exploitation, contre le capitalisme.

Un mouvement mondial des femmes est engagé pour la liberté, la libre disposition de son corps, pour le droit à l'avortement, contre le patriarcat, les Etats et les religions, et le vaste soutien des femmes à Gisèle Pélicot en est pleinement partie prenante, nouvelle étape d'une prise de conscience qui s'élargit, se renforce. Les femmes en lutte pour leurs droits, leur vie, leur liberté, contre l'oppression capitaliste et patriarcale constituent une puissante force révolutionnaire, leur mouvement est porteur de l'émancipation de toute la société.

Christine Héraud

La comédie de la discussion parlementaire du budget, la politique du 49.3 et la faillite globale du capitalisme

Le Parlement est depuis le 21 novembre le théâtre des travaux de la commission des finances sur le projet de budget 2025 de Macron-Barnier. Ce projet vise à réduire de 60 milliards d'euros le déficit budgétaire grâce à 20 milliards de « *hausse des recettes* » (16,6 venant des entreprises et 5,7 des particuliers) et à 40 milliards de « *moindres dépenses* » -pour ne pas dire nouvelles attaques contre les services publics, la santé, l'éducation...-, (- 21,5 milliards sur le budget de l'Etat, - 14,8 milliards sur la protection sociale, - 5 milliards sur les collectivités locales). Il s'agirait de stopper la dérive du déficit qui « *si*

rien n'était fait », atteindrait 6,9 % en 2025. « *L'effort* » de 60 milliards le ramènerait à 5 % pour viser, « *l'effort* » se poursuivant, 3 % en 2029...

Sans remettre en cause cet objectif, la commission des finances présidée par Eric Coquerel, député LFI, s'attache, à grand renfort d'amendements, à montrer qu'un autre budget serait possible, basé sur une augmentation des recettes fiscales en direction des plus riches et des entreprises et allégeant d'autant les coupes budgétaires. Au cours d'une des deux semaines consacrées à la partie recette et protection sociale, 50 milliards d'euros d'impôts

supplémentaires auraient été ainsi votés dans la commission. Coquerel se félicite : « *le budget qui sera proposé au vote début novembre sera «NFP compatible»* »...

Personne ne peut être dupe. Les votes sur les amendements sont pour une bonne part le produit des errements de la droite et des macronistes bien plus attachés à l'effet qu'ils peuvent avoir sur leur électorat que sur le budget lui-même, chacun sachant bien que le dernier mot reviendra à l'exécutif. Le ministre du budget Laurent Saint-Martin a rappelé la « *règle fixée par le gouvernement* » : 60 milliards de baisse du déficit, dont deux tiers par la baisse de la dépense publique. « *Si le Parlement ne veut pas rester sur cette règle du jeu que nous avons fixée, alors le gouvernement prendra ses responsabilités* ». Traduire : imposera son budget par 49.3, voire par ordonnances, au risque d'être renversé par une motion de censure. Cette option est en réalité entre les mains de Le Pen et Ciotti, une extrême droite prise entre sa quête de respectabilité auprès du grand patronat dont certains membres, Bolloré & co, ont déjà fait leur choix et le besoin de donner l'impression à son électorat populaire qu'elle prend en compte ses intérêts. Le RN est le nouveau maître des horloges, détrônant Macron, premier responsable de cette situation...

Certains commentateurs bienveillants à l'égard du NFP mais pas dupes sur l'issue de la séquence voudraient voir des vertus pédagogiques dans la comédie parlementaire mise en scène par Coquerel : montrer ce qu'il serait possible de faire si on était aux affaires. Mais le NFP au gouvernement se heurterait au même « mur de la dette », dictat de l'oligarchie financière sur l'Etat, aux mêmes conséquences d'un système économique englué dans une crise globale. L'accentuation des inégalités ainsi que les subventions de l'Etat au capital sont organiquement liées au fonctionnement du système. Mettre fin à la régression sociale ne peut se résumer à un impossible rééquilibrage du partage des richesses au profit des classes populaires. C'est tout le système qui est en cause, un système qui s'enfonce dans sa propre faillite.

Crise politique, récession et dette record...

Les fortunes folles accumulées par quelques-uns ne peuvent cacher les signes du ralentissement économique, ici comme dans l'UE et dans le monde. L'économie mondiale est engluée dans une longue période de dépression qui a commencé avec la crise de 2007-2008 et qui est marquée, du point de vue économique, par l'incapacité de redresser les taux de profit industriels et la productivité du travail. La pandémie de la covid, la crise inflationniste, la guerre en Ukraine puis au Moyen-Orient en ont été des conséquences et des facteurs aggravants.

Sur le plan national, cela se traduit par des perspectives de croissance en berne, 1,1 % pour 2025 selon le gouvernement. La presse note une « *forte poussée des défaillances d'entreprises* » : + 18 % dans les premiers mois de 2024 par rapport à la même période en 2023, menaçant plus de 100 000 emplois. En première ligne, le commerce,

la construction, la logistique. Les causes en sont le ralentissement de la croissance, la baisse de la consommation, la panne des investissements, la hausse des coûts de production, le durcissement des conditions de financement... L'aéronautique est aussi touchée. Selon *Le Monde*, la filière serait « *au bord de la rupture* ». Certains sous-traitants d'Airbus dont les carnets de commande sont pleins à craquer sont dans l'incapacité, faute de capitaux, de réaliser les investissements nécessaires. Le secteur de l'automobile est lui aussi en crise, confronté aux difficultés du passage à l'électrique et à la concurrence chinoise.

La baisse de revenus fiscaux qui résulte de la dégradation économique creuse le déficit de l'Etat. A cela s'ajoute le fait que la charge de la dette (les intérêts payés chaque année) ne cesse de croître. De 52,2 milliards d'euros en 2024, elle devrait passer à 54,9 en 2025, résultat de l'augmentation du capital emprunté et de celle des taux d'intérêt. L'endettement de l'Etat s'élevait à 3 228,4 milliards d'euros fin septembre 2024, en augmentation de 68,9 milliards sur 6 mois ; 300 milliards d'emprunts supplémentaires sont prévus dans le projet de budget 2025. Ce 25 octobre, l'agence Moody's lançait un « *avertissement* » notant « *le risque croissant que le gouvernement français soit peu susceptible de mettre en œuvre des mesures qui empêcheraient des déficits budgétaires plus importants que prévu* ». Un signal en direction des acheteurs de cette dette, incitation à la hausse de ces taux, et un argument pour le gouvernement dans son offensive.

Sur cette dette, dans la presse et le monde des politiciens de tout bord, c'est haro sur Macron et son « *quoi qu'il en coûte* ». *Le Point* titre « *Dette Macron : les 1000 milliards seront atteints avant la fin de l'année* », une « *triste performance* » ... Certes, mais ce terme de « *quoi qu'il en coûte* », décliné au moment de la pandémie, n'était en réalité qu'une étiquette de circonstance collée sur la politique de subventions massives des Etats et des banques centrales au monde de la finance qui ne s'est jamais interrompue depuis le début des années 2010. Cette politique se poursuit aujourd'hui sous un nouveau titre, « *réarmement* », subventions massives à l'industrie de l'armement, à l'oligarchie financière qui s'en partage les profits.

La mise sous perfusion massive du capital financier est, pour les Etats et les institutions financières, un moyen de maintenir en marche une machine à profits minée par l'atonie de la croissance, la baisse chronique de la productivité du travail et des taux de profit tirés de l'exploitation. Cet argent gratuit qu'ils mettent à disposition du capital financier, les Etats l'empruntent... à ce même capital financier à qui ils versent de surcroît des intérêts. Intérêts de plus en plus lourds, ponctionnés sur le budget de l'Etat, autrement dit la poche des contribuables. Les coupes budgétaires de Barnier-Macron s'inscrivent dans cette logique, une fuite en avant qui, en s'attaquant aux revenus directs et indirects (services publics, protection sociale, ...) de la grande masse de la population, entretient la tendance récessive.

La spéculation effrénée associée à une économie en panne a elle aussi ses conséquences. Selon *Le Figaro*, « *plusieurs poids lourds du CAC40 [Sanofi, Société générale, Stellantis, Alstom...] ont été frappés d'une brutale chute en bourse* » au cours de l'année écoulée. « *Ce qui est nouveau, c'est l'amplitude et la violence de certaines corrections, qui dépassent l'entendement. Et on constate une accélération de ces mouvements.* » explique un responsable d'entreprise cité par le journal. « *De tels plongeurs, où des milliards de capitalisation boursière partent en fumée en quelques heures* » sont les signes avant-coureurs du krach qui menace une économie en panne de croissance, soumise à une crise d'accumulation mondialisée.

... dans un contexte international de faillite du capitalisme financiarisé mondialisé

Réunis la semaine dernière, les responsables du FMI et de la Banque mondiale pointaient, à l'échelle mondiale, « *une combinaison impitoyable de faible croissance et d'endettement élevé : un avenir difficile* ». Le FMI notait : « *L'augmentation des niveaux d'emprunt signifie qu'une part croissante des recettes publiques est utilisée pour couvrir les paiements d'intérêts dans des conditions de croissance plus faible. La dette publique mondiale devrait atteindre 100 000 milliards de dollars d'ici la fin de l'année, dont plus d'un tiers, quelque 36 000 milliards de dollars de cette dette aux États-Unis, où un dollar de dépenses sur sept sert uniquement à payer les intérêts* » ...

Avec ses 36 000 milliards de dollars, l'endettement des USA s'élève à 122 % du PIB. Sa croissance, 2,8 % en 2024, n'a rien de mirobolant d'autant qu'elle a été portée par les plans massifs de Biden et sa politique protectionniste. La capitalisation boursière des « 7 magnifiques »¹ avait explosé avec la sortie fin 2022 de ChatGPT, première version d'une « intelligence artificielle générative » qui a rapidement fait le buzz. Mais le soufflé retombe aujourd'hui, le mirage de l'IA s'estompe, les gains de productivité quelle procure s'avérant négligeables au regard des coûts. Dans le secteur, les capitalisations stagnent, parfois sujettes à de brusques effondrements et les licenciements se poursuivent. L'ampleur de la crise politique que connaissent les USA se mesure à la violence de l'affrontement entre Kamala Harris et Trump. Elle a ses racines dans l'explosion des inégalités sociales, terrain propice aux charlatanisme populiste. Tout cela dans le contexte de concurrence internationale sur fond de récession économique qui a poussé les USA, de la présidence d'Obama à celle de Biden en passant par Trump, à mettre en œuvre et accentuer leur politique protectionniste, mais aussi leur offensive militaire, pour tenter de maintenir leur hégémonie contestée par les puissances émergentes.

Puissances émergentes qui ne sont elles-mêmes pas épargnées. A l'instar de la Chine, dont l'économie est marquée, selon la presse économique, par des « *déséquilibres structurels profonds* ». Les collectivités locales ont

été durement touchées par la crise immobilière qui sévit depuis 2021, diminuant d'autant les revenus fonciers qui leur reviennent et dont elles ont besoin pour réaliser les investissements dont elles sont responsables. Faute de ces revenus, elles se sont lourdement endettées, au point que, selon certains économistes, le poids de cette dette pourrait menacer la stabilité financière et sociale du pays. La dette publique chinoise s'élève officiellement à 69 % du PIB, 117 % selon le FMI. Certains secteurs, dont l'automobile, sont en surproduction, confrontés aux barrières protectionnistes des USA et de l'Union européenne. L'objectif de croissance fixé par l'Etat à 5 % pour 2024 serait en réalité de 4,8 % et ne devrait pas dépasser 4,3 % l'an prochain malgré la mise en œuvre d'un plan de relance.

Les deux premières puissances mondiales, en concurrence avec l'ensemble des puissances économiques, font les frais de la grande dépression commencée avec la crise de 2007-2009, expression de l'épuisement des perspectives de développement du capitalisme financiarisé mondialisé. L'escalade militariste, les guerres en cours en Ukraine, au Moyen-Orient, dans d'autres pays comme en Afrique, sont le produit de cette concurrence dans un cadre global imposé par les puissances de l'Otan regroupées derrière les USA et les soutenant dans leur combat pour maintenir leur hégémonie menacée.

Ces guerres, l'emballement de la course aux armements qui les accompagne, sont à leur tour des facteurs d'aggravation de la récession économique et des déficits budgétaires. Le serpent se mord la queue, image d'un système en faillite, incapable de trouver dans sa propre logique interne et ses institutions les moyens de surmonter la crise d'accumulation qui l'étouffe.

Face à cette situation, les Etats et les grands actionnaires qui sont leurs donneurs d'ordres ne connaissent d'autre solution que l'accentuation du taux d'exploitation des classes laborieuses, à l'instar ici du projet de budget du gouvernement Barnier.

S'opposer aux nouvelles attaques en série, c'est contester la dette pour prendre le contrôle de l'économie contre le capital

Il n'y a pas 36 000 façons de ne pas payer encore plus pour financer les profits, il n'y en a qu'une, nous organiser, nous mobiliser pour combattre les nouvelles attaques que Barnier se prépare à imposer par le 49.3 au risque d'être renversé par une motion de censure.

L'expérience des mobilisations passées a clairement démontré qu'il n'est pas possible de compter pour cela sur les organisations syndicales. Ce que confirme la position prise ce mercredi 30 par l'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC, FO, FSU, Solidaires et UNSA qui s'est fendue d'un appel aux députés et au gouvernement pour que le projet de loi de financement de la sécu soit « *profondément remanié* ». Ces mobilisations ne peuvent venir que de nous-mêmes, de notre organisation à la base. Et elles ne peuvent rester

1 Les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) + Nvidia et Tesla

sur un terrain purement syndical. La lutte contre l'austérité ne peut-être qu'une lutte politique qui conteste nécessairement l'ensemble du système, mettant en avant la seule réponse possible à la question de la dette : son annulation immédiate.

Une telle mesure remet en cause un des mécanismes centraux des rapports d'exploitation capitalistes. Annuler la dette, c'est contester le droit de propriété dont se revendiquent les patrons de tout rang, à commencer par les grands actionnaires des multinationales, les oligarques financiers qui dictent leur loi à l'ensemble de l'humanité et la conduisent à la ruine. En finir avec cette menace, c'est

les exproprier, constituer un monopole financier public placé sous le contrôle d'un gouvernement démocratique des travailleurs qui donnerait à ce dernier les moyens de piloter la production et les échanges en fonction de la satisfaction des besoins de tous. C'est construire une société débarrassée de la concurrence et de la recherche du profit immédiat, dans laquelle la production soit organisée sur la base d'une planification démocratique qui intégrera impérativement le respect des équilibres naturels et de la durabilité des ressources.

Daniel Minvielle

Venezuela : l'extrême droite en guerre contre Maduro, prix Sakharov de la Paix !

Les travailleurs ont besoin de leur propre politique internationaliste

María Corina Machado, représentante de la bourgeoisie huppée d'extrême droite, alliée de Trump et de Milei, et son candidat à la Présidence Edmundo González Urrutia, ont reçu ce prix décerné par l'Union européenne en octobre dernier, et ont été promus modèles de la liberté !

Les USA, eux, sont cependant plus réservés, Maduro et son régime dictatorial étant devenus à nouveau de grands pourvoyeurs de pétrole pour les compagnies américaines suite à la guerre en Ukraine. A la différence de 2019, quand un candidat de droite extrême, Guaidó, avait été adoubé par le « monde libre » contre Maduro (et reconnu Président par intérim alors qu'il s'était autoproclamé), aujourd'hui, les Etats-Unis ne soutiennent pas aussi clairement le candidat opposé à Maduro.

Car la situation a changé. La chute du baril de brut dans les années 2000 en avait fini avec la manne pétrolière qui avait permis au régime de Chávez de disposer d'une partie pour faire des concessions à son peuple.

Quand Maduro s'est autoproclamé vainqueur des élections présidentielles le 28 juillet dernier sans publier le résultat des urnes, des révoltes ont aussitôt éclaté dans les quartiers populaires, hors du contrôle de tous les démagogues de droite et d'extrême droite.

Elles ont été violemment réprimées avec jusqu'à 2400 personnes arrêtées dont de très nombreux jeunes encore aujourd'hui emprisonnés sans procès.

Maduro a ainsi montré qu'il gère le pays d'une main de fer pour le compte des différentes couches bourgeoises au service du capitalisme international. Et c'est ce qui fait la prudence des USA à son égard, eux-mêmes déstabilisés par la crise globale du capitalisme financiarisé mondialisé dont ils sont un des premiers facteurs.

De fait, le Venezuela vit la pire crise politique et économique de son histoire. L'extrême droite de María Corina Machado attend la reconnaissance de son candidat par Trump s'il est élu. Maduro, lui, ne veut pas lâcher le pouvoir, dans un pays devenu une bombe à retardement, ravagé par la misère, en proie à la violence des gangs et dont 7 des 32 millions d'habitants ont dû migrer...

La violence de la crise donne la mesure de l'impasse du populisme nationaliste, mais aussi de la reconfiguration du monde sous la houlette du capitalisme financiarisé et mondialisé qui ne cesse d'engendrer une révolte profonde.

Le régime chaviste, né de la colère canalisée pour le compte du national populisme...

Durant des décennies depuis la découverte de gisements de pétrole parmi les plus importants au monde, la bourgeoisie vénézuélienne avait vu ses intérêts défendus par l'alternance de deux partis au pouvoir, l'AD (social-démocrate) et COPEI (de droite), tout en ruinant l'économie nationale. Les mesures drastiques du FMI avaient alors, en 1989, engendré une révolte insurrectionnelle, le « *caracazo* », réprimé dans le sang par le gouvernement AD de l'époque.

Hugo Chávez, jeune officier nationaliste et anticommuniste d'origine populaire et métisse comme une partie de l'armée, a rassemblé alors derrière son *Mouvement pour la V^{ème} République* de plus en plus de mécontents contre l'alternance des deux partis institutionnels. Son coup d'Etat avorté en 1992 l'a rendu très populaire dans la population mais aussi crédible auprès d'une partie de la bourgeoisie aspirant à une nouvelle stabilité. Chávez s'est alors présenté comme la solution en prônant un « capitalisme humain ». Malgré l'hostilité d'une autre partie de la bourgeoisie réactionnaire et raciste, il fut élu Président en 1998.

Pour faire face à la pression des USA, Chávez s'est appuyé sur une situation économique internationale favorable à l'exportation de sa manne pétrolière et sur les forces populaires encadrées par la Constitution de sa 5^{ème} République et d'organes populaires contrôlés par l'Etat : communes, commandos populaires, parti PSUV créé en 2007 et présidé par Chávez jusqu'à son décès (appelé « *disparition physique* »)... avec pour seule succession Maduro.

Les USA s'appuieront sur la vieille bourgeoisie la plus réactionnaire contre la démagogie socialisante de Chávez.

Parmi les principaux soutiens de cette bourgeoisie, l'appareil totalement corrompu du syndicat du pétrole CTV. Ceux qui, comme le militant trotskiste Orlando Chirino, ont tenté de créer une opposition syndicale indépendante du pouvoir dans le syndicat UNT qui avait remplacé le CTV, ont été combattus par les chavistes.

Ce sont les classes populaires qui ont poussé Chávez à redistribuer une partie de la manne pétrolière pour le compte de la population. Ce fut le cas lors du coup d'Etat de 2002. Lorsque le président du syndicat patronal vénézuélien a pris la place de Chávez conduit en prison, ce sont elles qui l'ont libéré, et les travailleurs du pétrole qui ont fait échouer le lock-out patronal en faisant fonctionner la société du pétrole PDVSA nationalisée avec des formes de contrôle ouvrier.

Chávez approfondira alors ce qu'il appelait le « *processus bolivarien* » (du nom du héros de l'indépendance Bolívar) en créant par en haut des missions et autres aides en faveur de la population la plus pauvre. Et en 2005, il se déclarera pour le « *socialisme du XXI^{ème} siècle* » et même pour une 5^{ème} Internationale, tout en tenant des discours patriotiques et nationalistes et en se rapprochant, pour tenir tête aux USA et pour le compte de ses exportations de pétrole, de Cuba, la Lybie, la Syrie, la Russie et l'Iran.

... au service d'une nouvelle bourgeoisie née à l'ombre du régime bolivarien

Mais la situation change avec la crise de 2008 entraînant une crise bancaire en 2010. A la mort de Chávez en 2013, Maduro poursuit sa politique dans un contexte profondément dégradé, le prix du baril s'étant effondré dans une économie totalement dépendante du pétrole.

Maduro s'appuie sur la « bolibourgeoisie », nouvelles couches bourgeoises enrichies à l'ombre du pouvoir et de l'armée, pour une plus grande déréglementation du travail et la pénétration des multinationales dans l'économie. Il édicte une série de lois pour les sociétés d'économie mixte, début de privatisation du pétrole, en faveur de l'ouverture aux capitaux étrangers, pour une imposition qui leur soit plus favorable et sans transparence sur l'utilisation des fonds publics par les sociétés du pétrole. Il crée une Zone Economique Spéciale dans une zone protégée de l'Orénoque riche en pétrole, leur ouvrant des territoires habités par des indigènes et aux espèces protégées. Et il reprend le dialogue rompu avec les Etats-Unis.

En s'appuyant sur l'armée et une police corrompue, il purge le parti, les organismes populaires et même le syndicat CSBT (remplaçant l'UNT trop réfractaire), interdit progressivement le droit de grève, les embauches collectives, les syndicats et les partis opposés à sa politique. En janvier dernier, un instituteur syndicaliste est condamné à 30 ans de prison pour avoir appelé à la grève ! Les militants d'extrême gauche doivent entrer dans la clandestini-

rité ou partir. Les vénézuélien-ne-s migrent par millions ; ceux qui restent ont au moins un membre de leur famille en exil aux USA, en Colombie, au Chili...

La Chine, soutien prudent et intéressé du régime, ne peut rivaliser avec les USA quand ils décident de faire à nouveau main basse sur le pétrole vénézuélien en novembre 2022.

Ni dictature populiste, ni de la droite pro-impérialiste, pour un programme démocratique et révolutionnaire des travailleurs et des classes populaires

Avec entre 2013 et 2023 une inflation cumulée de 555 000 %, le pays est harcelé par le FMI. Seuls les détenteurs de dollars peuvent s'en sortir. Les services publics sont ruinés. Il n'est plus possible de se soigner dans un hôpital public si on n'y amène pas ses médicaments et son matériel de soin. Des enfants n'ont plus que deux jours d'école par semaine par manque de moyens, alors que les riches au pouvoir parodent et accumulent les scandales financiers.

La colère est tellement grande et désespérée que l'extrême droite de Machado s'en est emparée. Son candidat l'a sans doute largement emporté sur Maduro (les résultats électoraux n'ont toujours pas été publiés mais le Tribunal Suprême gouvernemental a confirmé l'élection de ce dernier le 22 août dernier).

Plus personne ne croit que Maduro est « de gauche » même si le campisme de certains militants a eu la vie dure. Il devient évident, comme le disent des militants de la IV^{ème} Internationale après avoir longtemps soutenu le contraire, que « *Maduro et María Corina Machado sont les deux faces d'une même monnaie* » au service du capital national et international.

La vraie démocratie est impossible sous le capitalisme bolivarien aux abois, produit d'un capitalisme pourrissant sur toute la planète.

Il n'y a d'issue que dans la défense d'un programme d'indépendance de classe allant vers le contrôle de l'économie et la prise du pouvoir par les travailleur-e-s, en s'appuyant sur les acquis du mouvement ouvrier et populaire, avec une jeunesse qui fait ses armes dans les geôles de Maduro.

C'est cette nouvelle génération, celle des exploité-e-s qui se révoltent partout comme au Bangladesh, au Nigéria, au Kenya..., qui en s'emparant de la perspective d'émancipation internationaliste, socialiste, pourra réaliser les transformations révolutionnaires à la hauteur des possibilités ouvertes par le capitalisme du XXI^{ème} siècle totalement failli.

Mónica Casanova